

En 2020, une économie mondiale difficile à appréhender

Les incertitudes, annoncées par l'OCDE, confirment le ralentissement de la croissance mondiale, voisine des 3% en 2019 et les prévisions en baisse à hauteur de 2,9% pour 2020. Au plan économique, les États-Unis tirent pour l'instant leur épingle du jeu, 2,4% cette année, avec un 2% prévisionnel pour 2019. La croissance européenne en 2019 est pour sa part peu encourageante.

Qu'advient-il d'un repli européen estimé au mieux autour de 1,3%, justifié ou non ? Ce doute permanent va continuer à influencer les décisions des dirigeants de chaque État de l'Union européenne. Les marges de manœuvre de la plupart d'entre eux resteront limitées dans un système de contraintes de plus en plus pressantes.

.Les économies les plus importantes à la peine

L'OCDE table sur la plus faible croissance depuis la crise financière de 2008. L'Union européenne n'échappe pas. Les économies les plus importantes sont à la peine. Avec un taux de croissance cette année de 0,5%, l'Allemagne, première économie européenne n'espère pas une croissance supérieure à 0,6% pour l'an prochain. En Italie, le taux ne devrait pas croître en 2019 et rebondir légèrement à 0,4 % en 2020. L'économie britannique, en pleine incertitude sur le Brexit, prévoit 1% cette année et se repliera à 0,9 %. Avec un taux de 1,2% la France devrait faire mieux que ses deux principaux partenaires de la zone euro.

Au plan mondial, de nombreux pays émergents auront du mal à supporter la faible croissance relative de la Chine (5,7%) et de l'Inde de l'ordre de 6%. Quant aux États d'Amérique du Sud en difficulté, l'Argentine est particulièrement en danger avec une récession de 2,7% et de 1,8% prévue pour 2020. Malgré le retrait des États-Unis, onze pays du Pacifique ont à nouveau signé en 2018 un accord de partenariat et de libre-échange Transpacifique (TPP). Du souhait à l'acte, la reprise restera timide.

L'esprit mondialisation dans les négociations menées par l'Union européenne

De son côté, l'Union européenne multiplie les accords de partenariats économiques (APE) bilatéraux partout dans le monde. Dans les négociations c'est l'esprit mondialisation qui l'emporte largement. Pour quels résultats concrets ? Au profit de qui ? Ce n'est pas la kyrielle d'accords économiques unilatéraux de libre-échange qui suffit à favoriser le marché intérieur dans l'UE et le développement des États solliciteés. Les obstacles demeurent et les négociations prennent des années.

À titre d'exemple, le CETA, accord économique et commercial global avec le Canada, dont les négociations commencées en 2008, ont été conclues en 2013 et signé en octobre 2016. Même leçon pour le Marché commun du Sud, appelé MERCOSUR, en discussion depuis plus d'une dizaine d'années (2006), il n'est pas près de voir le jour ! À l'inverse du CETA, ce dernier accord est loin d'être conclu. Dans tous les cas, pour le CETA et pour MERCOSUR, les agriculteurs européens, et plus particulièrement les Français

,d'Ã©clarent en souffrir, sachant que la politique agricole commune (PAC) est d'Ã©jÃ un problÃme en soi Ã lâ€™intÃrieur de lâ€™UE!

Pour le Pacifique, les CaraÃbes et lâ€™Afrique (ACP), les accords signÃs Ã ce jour sont trÃs nombreux. Aucune partie du globe n'Ãchappe. Le continent africain pour information est d'ÃcoupÃ en 5 zones : Afrique centrale (1 pays), Afrique de lâ€™Est (5 pays), Afrique de lâ€™Ouest, Afrique orientale et australe (4 pays), Afrique australe (6 pays). En revanche, des APE sont proposÃs depuis des annÃes sans succÃs aux pays africains concernant une politique agricole commune. Les accords concernent aussi les CaraÃbes (15 pays) et le Pacifique (2 pays). Avec le Japon pour un APE Ã grande Ãchelle, la nÃgociation fait du surplace, malgrÃ un accord de principe en 2017. Les Ãtats-Unis pour leur part ont Ãgalement entamÃ des Ãchanges pour Ãtablir un accord impressionnant avec ce mÃme Japon. Une affaire Ã suivre!

Dans un tel contexte, le nouveau Conseil europÃen et lâ€™Union europÃenne ne seront pas plus maÃtres du jeu. Lâ€™UE n'est pas Ã la fÃte avec un taux de croissance prÃvu dans la meilleure des hypothÃses Ã hauteur de 1,3%, peut-Ãtre plus faible.